

Syndicalisme pour le XXI^e siècle :

de l'organisation syndicale au militantisme de la lutte de classes

Le capitalisme dans lequel nous avons grandi s'est effondré. Son masque démocratique est devenu transparent et ses prétentions sociales ont disparu. En temps de crise, le capitalisme ressemble à un prédateur blessé qui se bat avec l'énergie du désespoir, mais les crises ouvrent aussi la voie à de nouvelles possibilités pour la résistance des travailleurs et celle-ci a besoin d'organisations qui la fassent vivre. Les dix dernières années ont cruellement montré que de telles organisations n'existent pas. Cependant, la crise du capitalisme est loin d'être derrière nous. Il y a encore une chance.

Nous sommes tous les deux des militants d'organisations syndicalistes, l'un de la FAUD, l'autre de la SAC¹. Dans le texte qui suit, nous avons voulu soulever la question du futur des organisations syndicalistes. Notre propos pourrait sembler passablement ironique : si nous voulons sauver l'orientation vers un syndicalisme de masse, nous ne devons plus nous référer au mouvement syndical².

Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, le référendum sur le Brexit et l'essor de l'extrême droite dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique latine, on ne cesse de se demander pourquoi la gauche a perdu le contact avec les travailleurs. Assez curieusement, les syndicalistes sont très largement absents du débat, alors même que leur tradition aurait dû en faire une voix qui compte, capable de proposer son expérience pratique. Quand les experts de gauche se réfèrent à ce qu'on qualifie souvent de « nouvelle politique de classe », ils évoquent les aspects constitutifs de la tradition syndicaliste, de l'action directe et de l'autogestion jusqu'à l'horizontalisme et l'internationalisme.

Les syndicalistes sont donc fondés à se reprocher une telle absence. Le « syndicalisme réel » est devenu largement sectaire, paranoïaque et porté à l'auto-marginalisation. Le rejet et l'hostilité que nous subissons de la part du mouvement syndical majoritaire explique en partie cette situation mais pas entièrement.

Une des raisons de l'état du mouvement syndicaliste est que ses animateurs adhèrent de façon dogmatique à une certaine forme d'organisation qui, à quelques rares exceptions près, a connu très peu de succès en presque un siècle d'histoire : l'organisation de masse syndicaliste. Ayons l'honnêteté de le reconnaître : les organisations syndicalistes qui ont existé ces dernières décennies n'ont réussi qu'à rassembler un nombre d'adhérents à quatre chiffres, en échouant en tant qu'aspirantes au titre de syndicats

de masse. La CGT espagnole, avec ses presque 100 000 membres, est la seule organisation syndicaliste qui, aujourd'hui, puisse revendiquer un appui de masse. Et elle est souvent critiquée pour son « réformisme » voire pour sa « trahison » par les autres organisations syndicalistes.

Ces dernières ne tirent pas profit de la crise actuelle des organisations syndicales établies, qui ne rassemblent pas plus de 10 % du prolétariat mondial, bien que le néolibéralisme ait donné naissance à une nouvelle armée de travailleurs « inorganisable » (souvent rangés aujourd'hui sous le nom de « précaire ») qui, il y a un siècle, remplissaient les rangs des organisations syndicalistes. Pour nous résumer : le syndicalisme révolutionnaire que nous avons connu pourrait appartenir au passé. S'il veut survivre, il doit être réinventé.

Des syndicats minuscules ne peuvent pas être une solution. En revanche, des organisations de travailleurs militants pourraient l'être. Un syndicat avec un millier de membres ne peut avoir qu'un impact très limité. Par contre, une organisation de lutte de classes avec un millier de membres peut avoir un impact profond si ses membres sont des militants et des organisateurs actifs.

L'attachement dogmatique des syndicalistes au syndicat de masse est fondé sur une fausse interprétation de l'Histoire. Le but ultime du syndicalisme n'était pas d'établir des syndicats de masse : son but ultime était l'établissement d'une société sans classes ou, comme le proclamaient bien des manifestes syndicalistes, le socialisme libertaire. Il y a cent ans environ, construire des syndicats de masse semblait un moyen valable pour atteindre ce but. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. En disant cela, nous ne visons pas à discréditer l'idée syndicaliste du renforcement de l'auto-organisation et de la solidarité afin de combattre le capital et l'État. Cela signifie seulement que le syndicalisme doit s'exprimer sous d'autres formes.

Essayer de prescrire ces formes-là serait une perte de temps : elles ne peuvent surgir que de l'auto-organisation des travailleurs. Le syndicalisme est ce que les travailleurs en font. En tant que philosophie de l'action, il se réinvente lui-même en permanence. Les travailleurs luttent toujours de façon créative : ils établissent des liens entre eux, échangent des expériences, des appuis matériels et des outils d'analyse. C'est là que commence le syndicalisme pour le XXI^e siècle.

Le syndicalisme que nous avons à l'esprit n'est pas centré sur lui-même. Les travailleurs font des alliances tout le temps, avec des partis politiques, des mouvements solidaires et des syndicats majoritaires. Les syndicalistes peuvent souhaiter faire de même, même si cela requiert chaque fois une analyse très fine. Voici ce qui ouvre la pos-

¹ Respectivement, Freie Arbeiter-Union Deutschlands (Union libre des travailleurs allemands) et Sveriges Arbetare Centralorganisation (Organisation centrale des travailleurs suédois).

² Nous avons choisi de traduire ainsi le substantif « unionism », qui désigne le mouvement syndical majoritaire, et de réserver le mot « syndicalisme » [« syndicalism », en anglais] au mouvement syndicaliste : syndicaliste révolutionnaire ou anarcho-syndicaliste.

sibilité d'une influence des syndicalistes sur les masses : le syndicalisme comme l'outil permanent et organisé de la révolte des travailleurs de base. Leurs organisations doivent être bâties par ces militants dévoués de la lutte des classes, qui renforcent la résistance des travailleurs du bas de l'échelle.

Aux yeux de certains, les syndicats passent encore pour des outils de la lutte et de l'unité des travailleurs. Cependant, pour nombre de ces derniers – principalement pour les plus exploités d'entre eux –, l'existence des syndicats n'a plus de sens puisqu'ils n'ont plus aucune influence sur leurs vies. Il arrive même qu'ils les rejettent après avoir été méprisés en tant que travailleurs temporaires ou employés dans des secteurs précaires. Dans le meilleur des cas, les travailleurs voient les syndicats comme des institutions menées par des professionnels qui peuvent à l'occasion les assister mais qui n'ont rien de commun avec eux. La majorité d'entre eux ne les tiennent pas pour des vecteurs de transformation sociale.

Nous avons besoin d'organisations de travailleurs qui transcendent le cadre du mouvement syndical et rassemblent une forte minorité de travailleurs capables de radicaliser leurs collègues. Un exemple concret pourrait être celui des *worker centers*³ ou des réseaux de solidarité locale. Quels sont les avantages des *worker centers* ? Ils sont importants même dans des secteurs précaires ; ils peuvent répondre aux problèmes des migrants économiques ; ils peuvent aisément se lier à des processus d'organisation communautaire⁴ ; ils proposent des espaces collectifs de culture populaire, qui ont presque disparu au cours de l'époque de restructuration néolibérale du monde du travail.

Rien de cela ne signifie que nous serions contre les syndicats. Il est important de protéger ce qui reste des poches de pouvoir des travailleurs organisés. Les syndicats leur appartiennent. Plus largement on s'organise et plus cela apparaît évident. De nombreux syndicalistes savent que, en général, ils ne peuvent aller très loin sans l'appui des syndicats majoritaires. C'est cela qui rend plus efficaces nos campagnes et nos actions revendicatives. Si les travailleurs y trouvent leur compte, nous sommes tous favorables à la double appartenance. Les organisations syndicalistes devraient être un complément des syndicats majoritaires, pas leurs rivales. Leur objectif n'est pas seulement d'appuyer les luttes, mais

3 *Worker center* (ou *Centro de trabajadores*, en espagnol) : ces centres sociaux créés aux États-Unis s'adressent en priorité à des travailleurs précaires, issus du milieu des immigrés hispaniques ou du sous-prolétariat noir, qui sont en conflit avec les agences d'intérim ou de travail journalier [*day labor*]. Ces centres sont « venus combler le vide laissé par le déclin syndical », selon le sociologue Sébastien Chauvin, auteur de l'étude « Le *worker center* et ses spectres : les conditions d'une mobilisation collective des travailleurs précaires à Chicago » (*Sociologies pratiques*, 2007/2, n° 15), où il a présenté une enquête sur un *worker center* créé au début des années 2000. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-sociologies-pratiques-2007-2-page-41.htm>

4 Traduction de *community organizing*, méthode d'action et d'organisation collective visant à développer des contre-pouvoirs dans les quartiers populaires. Sur le sujet, on lira avec profit l'article « Le *community organizing* décortiqué », d'Adeline DL (*Alternative Libertaire*, n° 258, février 2016 ; en ligne : <https://www.unioncommuniste-libertaire.org/?Le-community-organizing-decortique>).

aussi d'aider à la création d'une culture ouvrière qui puisse soutenir ces luttes. Celles-ci doivent être documentées, interprétées, évaluées et promues. Il est crucial d'aller de la théorie à la pratique, de développer nos politiques dans les difficultés de la vie de tous les jours. Si on se contente de changer un infoshop⁵ en un *worker center* rien qu'en changeant son nom, on n'arrivera à rien.

Même si, au sein de la gauche, on opère un recentrage sur les classes sociales, beaucoup de gens de gauche verront toujours la classe des travailleurs comme quelque chose d'extérieur à eux. C'est cela qui rend les travailleurs si soupçonneux à leur égard. Des questions comme « Pourquoi s'intéressent-ils à nous ? », « Qu'est-ce qu'ils veulent en tirer ? » sont habituelles et compréhensibles. Il y a de bonnes raisons de se méfier d'« organisateurs syndicalistes » qui semblent étrangers à la classe ouvrière.

Dans l'hémisphère Nord, il existe aujourd'hui une division entre la classe travailleuse et le mouvement ouvrier. La classe ouvrière est multinationale, féminisée et de plus en plus précarisée. Le mouvement ouvrier reste très majoritairement blanc, masculin, et il est issu des secteurs les plus protégés du monde du travail. Si cette division ne peut être résorbée, la critique du mouvement ouvrier comme une tradition prétendument antique et dépassée sera tragiquement corroborée.

Torsten Bewernitz et Gabriel Kuhn.

Paru in *CounterPunch*, 6 décembre 2019.
<https://www.counterpunch.org>

Traduit de l'anglais par **Miguel Chueca.**

Torsten Bewernitz est un militant de la FAUD, l'organisation syndicaliste allemande, et auteur du livre *Syndikalismus und Neue Klassenpolitik* [Syndicalisme et nouvelle classe politique], 2019.

Gabriel Kuhn est membre du Comité central de la SAC, la centrale syndicaliste suédoise. Il a fait paraître en 2017 l'ouvrage *Antifascism, Sports, Sobriety: Forging a Militant Working-Class Culture*.

5 Le mot « infoshop » désigne des lieux où on diffuse des livres, des journaux, des fanzines, des affiches, etc., issus des milieux libertaires/autonomes. Ils existent principalement dans les pays anglophones, en particulier aux États-Unis et dans des centres sociaux de Grande-Bretagne. Il en existe aussi en Allemagne et en Italie. Pour plus d'informations, voir note « Infoshop » in Wikipedia (en anglais).

Que sont les *worker centers* (centres de travailleurs) ?

Les centres de travailleurs sont des organisations de médiation communautaires à but non lucratif qui organisent le soutien aux travailleurs à bas salaire qui ne sont pas membres d'une organisation de négociation collective comme un syndicat ou qui ont été légalement exclus de la couverture syndicale par les lois du travail américaines. Aux États-Unis, de nombreux centres de travailleurs se concentrent sur les immigrants et les travailleurs à bas salaire, dans des secteurs tels que la restauration, la construction, le travail ultra-précaire – le *day labor* (contrat de travail d'un jour) – et l'agriculture.

Afin de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et des salaires, de nombreux centres proposent des services tels que l'enseignement de la langue anglaise, l'aide aux récla-

mations à propos d'activités non rémunérées, l'accès aux soins de santé, aux activités éducatives, à l'aide juridique, etc. De nombreux centres jouent également le rôle de défenseurs des droits des immigrants.

Les premiers centres de travailleurs ont été fondés en Caroline du Nord et du Sud par des activistes noirs, dans le quartier chinois de New York par des activistes immigrés, par des travailleurs du Texas et de la Californie. Ces centres se sont développés à la fin des années 1970 et au début des années 1980 afin de contrer les changements dans le procès de production qui ont dégradé les conditions de travail et entraîné de nombreuses fermetures d'usines.

La vague suivante de centres de travailleurs eut lieu entre la fin des années 1980 et le milieu des années 1990, avec une arrivée massive d'immigrants latinos et d'Asiatiques à la recherche d'un emploi.

Des années 2000 à nos jours, il y a eu une nouvelle vague de *worker centers*. Beaucoup de ces travailleurs sont des migrants du Mexique attirés par l'offre relativement abondante de travail aux États-Unis. La plupart des centres apparaissent dans les grandes métropoles, mais aussi dans les communautés suburbaines et rurales ainsi que dans les États du Sud à cause de la forte concentration d'immigrants dans les secteurs des services, de la volaille, de la viande et de l'agriculture. En outre, un nombre croissant de centres de travail se forment parmi les immigrants africains et sud-asiatiques. Le nombre total de centres de travailleurs aux États-Unis a augmenté de façon exponentielle. En 1992, il existait moins de cinq centres dans le pays. En 2007, il y en avait au moins 160, répartis dans plus de 80 villes, villages et zones rurales.

Extrait de la note *Wikipedia* (en langue anglaise) sur les *worker centers*.

Dernière minute

Le gouvernement irakien lance des poursuites contre l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak (OWFI) et essaie de la dissoudre. Signez la pétition de soutien en ligne: <https://www.madre.org/press-publications/article/urgent-action-alert-stand-owfi>

Rappels et souscription permanente

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour. Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, *La RP* ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes... C'est grâce à vous toutes et vous tous que *La RP* peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

Morceaux choisis

Le 31 mars 1933, deux mois après l'accession de Hitler au pouvoir, Hadj Amin el-Husseini, le grand mufti de Jérusalem, rendit visite à Heinrich Wolff, le chef du consulat allemand de la ville. Dans son rapport à l'*Auswärtiges Amt* (ministère des Affaires étrangères), ce dernier fit écho aux propos d'Husseini : « Les musulmans de Palestine et d'ailleurs saluent l'avènement du nouveau régime en Allemagne et espèrent que les gouvernements fascistes, antidémocratiques, se propageront à d'autres pays. » De son point de vue, « l'influence juive actuelle sur l'économie et la politique [était] partout néfaste et demand[ait] à être combattue ». Dans l'espoir d'infliger des dommages économiques aux Juifs, observait Husseini, « les musulmans espèrent un boycott des Juifs en Allemagne, parce qu'il serait relayé avec enthousiasme dans le monde musulman ». De plus il voulait propager le message du boycott parmi les musulmans qui voyageaient en Palestine comme à « tous les musulmans ». Il était également impatient de commercer avec des « marchands non juifs » offrant des produits allemands. Ces propos de mars 1933 témoignent, de la part d'Husseini, d'un enthousiasme précoce pour le régime nazi, fondé sur le soutien idéologique de ses politiques antidémocratiques et antijuives. (p. 30)

[...] Le discours qu'Husseini prononça le 9 décembre 1942 à l'Institut islamique est capital pour l'histoire de l'antisémitisme moderne et de sa diffusion aussi bien auprès des exilés arabes et islamiques de Berlin que des auditeurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Il ne laissait subsister aucun doute sur le fait que sa haine des Juifs était inextricablement liée à sa foi musulmane et à sa lecture du Coran. Avec des déclarations publiques de ce style, le mufti joua un rôle primordial dans la fusion culturelle des traditions européennes et islamique de haine des Juifs. Il était l'un des rares à maîtriser aussi bien les thèmes et les nuances idéologiques du fascisme et du nazisme, que les aspects antijuifs du Coran et de ses gloses. En ce sens, son travail idéologique est quelque peu comparable à celui de Hitler. Ni l'un ni l'autre ne furent des penseurs originaux, mais tous deux surent synthétiser et radicaliser des courants qui existaient dans leurs traditions respectives. Les Juifs n'étaient pas traités de la même façon dans l'islam et dans le christianisme, mais le mufti n'eut aucun mal à trouver dans le Coran des textes pour étayer sa haine des Juifs. Hitler était un produit assez provincial de l'Europe germanophone. Husseini, lui, avait été exilé du Moyen-Orient arabe et islamique avant de connaître la gloire à Berlin où il s'était réfugié pendant la guerre. Il accoucha d'un hybride idéologique qui ne pouvait naître que de l'interaction et de la fusion de religions, de cultures et de traditions politiques différentes. De son point de vue, le nazisme et l'islam étaient bel et bien en guerre avec l'Amérique, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et, par-dessus-tout, les Juifs. Ainsi que Hitler l'avait compris le 28 novembre 1941, il n'y avait pas entre eux de choc des civilisations, mais une rencontre des cœurs et des esprits qui fusionnait des traditions culturelles différentes. (p. 179)

Jeffrey Herf, *Hitler, la propagande et le monde arabe*, Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, 2012.